

Fusions-Acquisitions au Royaume Uni : 1^{er} trimestre 2018: quelles tendances ?

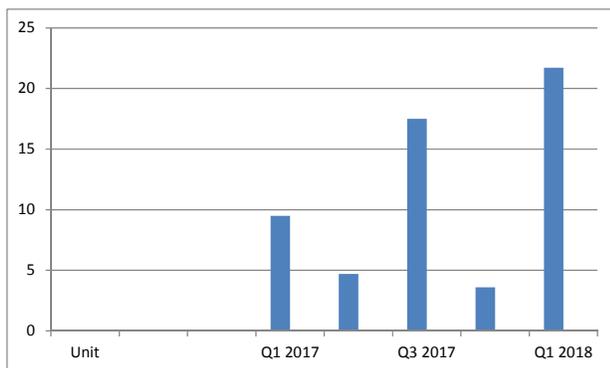
Dans un précédent article, nous avons regardé les statistiques des transactions concernant des sociétés britanniques en 2017.

L'Office for National Statistics, équivalent britannique de l'INSEE, vient de publier le 6 juin un nouveau bulletin sur les transactions au premier trimestre 2018 (T1/2018).

Acquisitions au RU par des sociétés étrangères

Les acquisitions de sociétés britanniques par des sociétés étrangères au T1/2018 ont atteint des chiffres très élevés autant en nombre - 75 transactions- qu'en valeur - **21.7 milliard de livres**, soit une **augmentation significative** par rapport à T4/2017 (44 transactions et 3.6 milliard). Le résultat est en partie dû à plusieurs transactions au-dessus de 1 milliard de livres telle que l'acquisition de Ladbrokes Coral Group par GVC Holdings (Ile de Man).

Acquisitions au RU par des sociétés étrangères 2017 to T1/2018



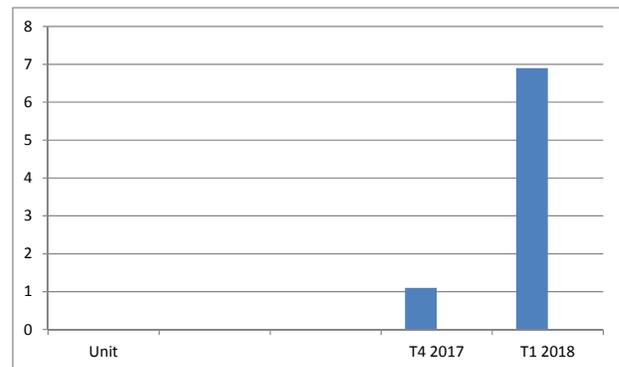
Source ONS

Cessions par des sociétés étrangères de filiales britanniques

Les cessions de filiales britanniques détenues par des sociétés étrangères au Royaume Uni est également en **forte augmentation** : Au 1er trimestre 2018, il y a eu **8 cessions** de sociétés britanniques **par des sociétés étrangères** à des acquéreurs (britanniques ou étrangers) pour une valeur totale de **6.9 milliard** (comparé à 7 cessions d'une valeur de **1.1 milliard** de livres au T4/2017).

C'est **le montant trimestriel le plus élevé enregistré par l'ONS** depuis le début de la publication de ces statistiques en 1987. Mais ce montant reste cependant **bien inférieur au montant de 21.7 milliard des acquisitions par des sociétés étrangères**.

Cessions de sociétés britanniques par des sociétés étrangères



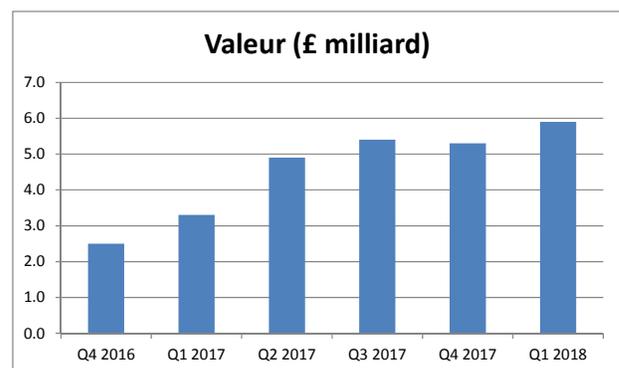
Source ONS

En **2017**, il y avait eu **56 cessions** d'une valeur totale de **13.5 milliards** de livres, le montant **le plus élevé enregistré par l'ONS depuis 2006**. Cette tendance à la hausse est probablement une réaction de prudence due au Brexit. Il sera intéressant de voir si au fur et à mesure que Brexit se rapproche, la tendance s'accroît.

Transactions domestiques

Les transactions entre sociétés britanniques sont en légère augmentation représentant 5.9 milliard de livres et 88 transactions contre £5.2 milliard et 54 transactions au dernier trimestre 2017.

Acquisitions par des sociétés britanniques



Source ONS

Depuis le dernier trimestre 2016 les transactions domestiques ont été en augmentation constante. Beaucoup y voit un phénomène de consolidation entre sociétés britanniques qui se positionnent pour mieux résister à l'impact futur de la sortie du Royaume Uni de

l'Europe qui devrait avoir lieu en mars 2019 (sortie politique) et janvier 2021 (sortie économique).

Acquisitions à l'étranger par des sociétés britanniques

Le chiffre des acquisitions étrangères par des sociétés britanniques a **chuté de manière significative** et est le plus bas (1.7 milliard de livres) depuis T3/2013.

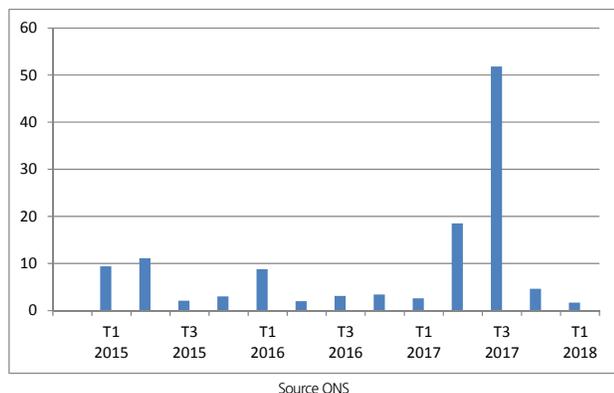
Par exemple, en France :

- Le groupe Buffalo Grill a été acquis par TDR Capital
- ENGIE E&P International SA a été acquise par Neptune Oil & Gas Ltd

Le ralentissement du 1^{er} trimestre fait suite à une très forte activité en 2017.

Acquisitions à l'étranger par des sociétés britanniques

2015 à T1/2018

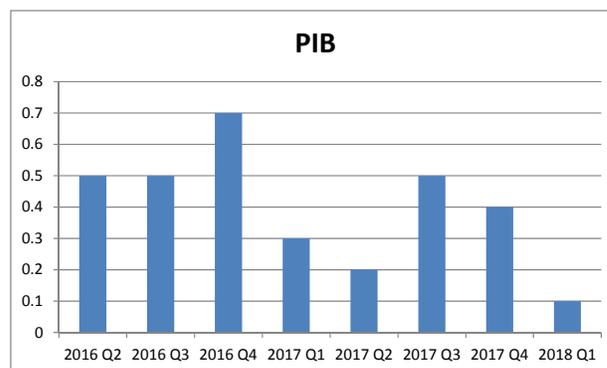


Il convient de noter que le volume en 2017 était affecté par deux acquisitions de sociétés américaines **représentant 75% de la valeur totale**:

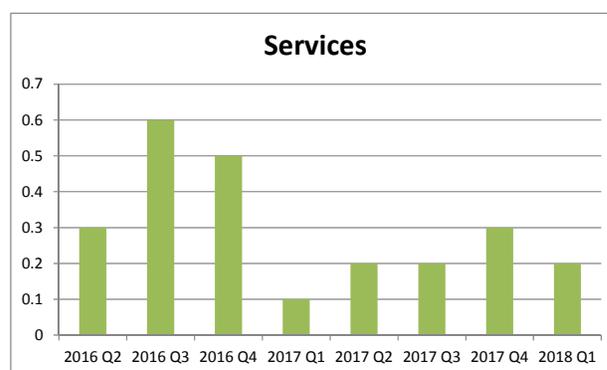
- Acquisition de Reynolds American Inc. par British American Tobacco
- Acquisition de Mead Johnson Inc. par Reckitt Benckiser

Climat économique et analyse du 1er trimestre 2018

J'avais inclus dans ma publication sur les M&A en 2017 la première estimation de l'ONS sur le PIB du premier trimestre 2018. Ces prévisions n'ont pour l'essentiel pas été révisées.



L'économie demeure très dépendante du secteur des services qui a légèrement ralenti.



Brexit

Les perspectives concernant Brexit demeurent très incertaines.

Le gouvernement a reporté la publication de son *White Paper* sur la relation future avec l'UE qui devait être publié avant la réunion du 28 juin du Conseil Européen. Le *White Paper* sur l'immigration déjà reporté n'a toujours pas été publié.

De plus le gouvernement britannique s'est trouvé dans l'incapacité de présenter un plan cohérent sur la question de la frontière irlandaise. Les engagements pris par le RU dans l'accord du mois de Décembre 2017 et les « lignes rouges » de Madame May s'avèrent complètement incompatibles.

La dernière proposition du gouvernement est d'accepter le statu quo sur l'Union Douanière jusqu'à ce qu'un plan de rechange soit trouvé (et donc approuvé par l'UE) ..

L'incertitude politique augmente: les brexiteurs les plus fanatiques sont à la manœuvre et on ne peut exclure un « coup » contre le gouvernement de Madame May.

De son côté le parti Labour multiplie les signes de conciliation vers un Brexit « soft » sans toutefois s'engager

à rester dans l'Espace Economique Européen ni le Marché Unique, Monsieur Corbyn redoutant des obstacles à ses plans de renationalisations et futures aides d'Etat. Sur le fond la position du Labour –avantages et accès au Marché Unique ainsi que maintien dans l'Union Douanière sans les 4 Libertés- n'est pas très différente de celle du parti conservateur et rein ne dit qu'il serait accepté par l'UE.

Les organisations patronales et les chefs d'entreprise désespèrent. Paul Dreshler, Président du CBI, a indiqué que les sociétés qui ne se préparent pas au scénario du « no deal » sont « *off their rocker* ». Une délégation des plus importantes sociétés européennes, comprenant entre autre BP, Vodafone, Nestlé, BMW et Eon ont prévenu Downing Street qu'elles n'investiraient pas au RU tant que l'incertitude persiste. Les fabricants automobiles se plaignent du manque de visibilité. Selon le Financial Time les investissements industriels ont diminué de moitié depuis le referendum passant de £2.5 milliard de livres en 2015 à £1.1 milliard.

En bref la confusion la plus totale règne. Une analyse préparée confidentiellement pour le gouvernement mais communiquée « sous le manteau » au Sunday Times montre trois scénarios allant du négatif au franchement catastrophique (intitulé, c'est tout dire, « Armageddon ») en cas de sortie sans accord avec l'UE.

Selon plusieurs sondages récents, l'opinion publique semble maintenant être plus favorables au maintien dans l'UE mais seulement à hauteur d'environ 5% et donc dans la marge d'erreur. Le véritable clivage se situe entre ceux en-dessous

"The firm's French desk is highly specialised in the provision of corporate and M&A advice to an impressive roster of French clients. Another area of expertise for the team is employment law advice to French clients and the subsidiaries of French corporates based in the UK. The team has a wealth of experience in reorganisations, redundancies and contentious employment work. The desk also focuses on the media, new technologies, sport and healthcare sectors. The desk is led by Marie-Caroline Frochot"

Chambers & Partners Global 2018 – France – Corporate/M&A

"Marie-Caroline Frochot heads the French desk of the London office, advising clients on transactions, joint ventures and restructurings. One source advises: 'She has the ability to explain legal issues by reference to both French and English legal systems. She also understands the business cultures of both France and the UK, which is a very important skill to achieve successful cross-border commercial negotiations'."

Chambers & Partners Global 2018 – France – Corporate/M&A

"Solid practice offering transactional services for buyers and sellers. Maintains a strong focus on the creative industries, with a number of clients in the media and telecommunications sector. Experienced in cross-border deals, in particular for French clients." "They're very smart, commercially driven and very creative in terms of the solutions they come up with."

Chambers & Partners 2018 – Corporate

de 55 ans –favorables en forte majorité au maintien- et ceux de plus de 60 ans en forte majorité pour la sortie.

Alors que la **sortie politique du Royaume Uni en mars 2019 demeure quasi-certaine**, les incertitudes sur la **sortie économique** différée jusqu'à janvier 2021 (à condition qu'il y ait bien une période de transition) demeurent totales.

Le blocage sur la question irlandaise perdure et pourrait faire capoter le projet d'accord sur la période de transition avec des résultats désastreux. Sur le plan politique nous approchons la période de tous les dangers avec le prochain examen par le Parlement de la loi dite *Withdrawal Bill*.

Qui a dit que la politique était « boring » !



Marie-Caroline Frochot
Associée

+44 20 7074 8245
mc.frochot@lewissilkin.com

Marie-Caroline Frochot est avocate d'affaires/solicitor et associée du cabinet londonien Lewis Silkin. Basée dans la City, elle conseille des sociétés françaises dans le cadre de transactions mid-market au Royaume Uni depuis plus de 20 ans. Elle est classée dans le guide des experts juridiques Chambers comme spécialiste des transactions françaises au Royaume Uni.

7 juin 2018